

Le contrat de dépôt

Le contrat de dépôt permet à l'une des parties (**le déposant**) de charger l'autre (**le dépositaire**) de garder son bien, et de le restituer en nature (**1915 C.civil**).



Les caractères du contrat de dépôt :

- **La remise de la chose** : sans elle, le contrat n'est pas effectif. **1918 C.civil** : il ne peut porter que sur des **biens meubles** (pour les immeubles, on parle de gardiennage).
- **La restitution de la chose** : elle doit se faire en nature (**1915 C.civil**).
- **Le caractère gratuit** : cela s'explique par le caractère initialement familial ou amical du dépôt. Néanmoins, **1928 C.civil** admet une rémunération possible du dépositaire. La jurisprudence pose même une présomption de titre onéreux lorsque le dépositaire est un professionnel (**Civ 1, 5 avril 2005**).



LA FORMATION DU CONTRAT DE DÉPÔT

Conditions de fond

Ce sont celles du droit commun des contrats :

- **Capacité** : le dépôt n'emporte pas de transfert de propriété, la simple capacité de conclure un acte d'administration suffit. **1926 C.civil** : le dépositaire peut être un incapable, néanmoins cela est risqué pour le déposant, puisqu'il ne pourra pas lui demander la restitution s'il perd la chose.
- **Consentement** : il doit être réciproque (**1921 C.civil**). Le consentement du dépositaire doit bien être défini, de sorte à distinguer le contrat d'un simple acte de bienveillance.
- **Objet licite et certain** : la chose doit être déterminable et ne pas être hors commerce

Conditions de forme

Le dépôt est un **contrat réel** : il se forme par la remise de la chose au dépositaire (**1919 C.civil**).

Les règles de preuve du droit commun s'appliquent pour le dépôt.





LES EFFETS DU CONTRAT DE DÉPÔT

Le dépositaire doit...

Garder le bien

Obligation de garder la chose, ainsi que les fruits qu'elle produit, sans pour autant les consommer.

Le manquement à cette obligation engage la responsabilité contractuelle du dépositaire.

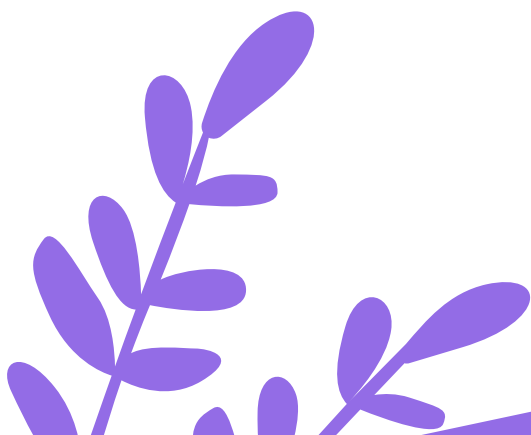
Seule la **force majeure** peut l'exonérer (**1929 C.civil**) : il s'agit d'un événement imprévisible qui doit être causé par une personne extérieure au dépositaire (**Civ 1, 14 oct. 2010, n° 09-16.967**).

Le dépositaire doit prouver qu'il a accompli son obligation, notamment en montrant qu'il a rendu la chose dans un état similaire à l'état dans lequel il l'a reçue, ou à défaut de prouver les soins sur celle-ci (**Civ 1, 5 fév. 2014, n°12-23.467**).

Restituer le bien

1932 C.civil : il doit restituer la chose dans l'état dans lequel il l'a reçue.

Si la chose n'est pas conforme, le déposant peut agir en justice. Le dépositaire doit alors prouver qu'il n'a pas commis de faute ou que la détérioration de la chose ne lui est pas imputable (**Civ 1, 1er juin 2017, n° 16-20.780**).



Le déposant doit...

Payer le **prix** si le contrat est à titre onéreux. **1948 C.civil** : le dépositaire a un droit de rétention du bien jusqu'au paiement.

1936 C.civil : il doit aussi payer les dépenses liées aux **frais de dépôt**, sauf dépenses exceptionnelles et imprévisibles.

L'extinction du dépôt

Il se termine différemment selon la durée du contrat :

- **Dépôt à durée déterminée** : Au terme du contrat, si le déposant ne réclame pas son bien et après mise en demeure, le dépositaire peut le vendre judiciairement.
- **Dépôt à durée indéterminée** : le dépositaire peut résilier le contrat, à charge pour le déposant de récupérer son bien.





LES DÉPÔTS PARTICULIERS

Le dépôt nécessaire

1949 C.civil : il s'agit d'un dépôt **contraint par l'urgence** d'une situation. Il est soumis à des événements extérieurs.

Dès qu'il était possible pour le déposant de prévoir ce dépôt, la qualification de nécessaire est exclue. Par exemple :

- Le dépôt lors d'une consultation médicale urgente est considéré comme nécessaire et engage donc la responsabilité du dépositaire (**Civ 1, 22 nov. 1988, n°87-14.588**).
- À l'inverse, n'est pas considéré comme nécessaire le dépôt dans un salon de manucure (**Civ 1, 8 fév. 2005, n° 01-16.492**).

Le dépôt hôtelier

1952 C.civil : il s'agit de l'obligation pour les aubergistes et hôteliers de conserver les effets personnels du voyageur. Ils sont aussi responsables des dégradations et vols commis sur les objets.

La faute du client n'est pas de nature à affaiblir la responsabilité de l'hôtelier, mais elle est prise en compte pour le calcul de l'indemnisation : **Civ 1, 23 sept. 2020, n° 19- 11.443**.

Lorsque l'hôtelier ni son employé n'ont commis de faute, la responsabilité est limitée à 100 fois le prix de la chambre (50 lorsqu'il s'agit d'objets sur le parking).

Cette limitation ne joue pas si le bien lui a été remis en mains propres : **1953 et 1954 C.civil**.



Le dépôt hospitalier

Dépôt prévu par la **loi du 6 juillet 1992**.

Tous les patients des établissements médicaux publics ou privés doivent voir leurs effets privés conservés par l'hôpital.

Ne s'applique **que pour les effets nécessaires** à la venue à l'hôpital : vêtements, téléphone...

Le séquestre

1956 C.civil : il s'agit de la procédure qui permet de déposer un objet un tiers lorsqu'il est au cœur d'un litige.

Le dépositaire est soumis aux obligations classiques, le dépôt peut être conclu à titre gratuit ou onéreux.

1959 C.civil : contrairement au dépôt classique, il peut porter sur des immeubles.

